

Cercle de Silence

Tours

bulletin n° 94

161^e

mardi 27 juillet 2021

ACCUEIL DES MIGRANTS : OU SONT NOS VALEURS ?

S'il ne faut pas ignorer que, depuis 2007, l'État doit faire face à un triplement des demandes d'asile (35.000 en 2007 et 132.826 en 2019), malgré une augmentation importante des places d'accueil d'urgence pendant la crise sanitaire (portant leur chiffre à 200.000) l'hébergement des migrants reste insuffisant avec seulement 100.000 places dédiées.

Alors que l'exécutif veut accélérer les reconduites aux frontières et que les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères se sont permis de violer la loi, par des consignes internes, pour s'opposer aux réunifications familiales, que faut-il penser de la tenue des engagements du quinquennat Macron « pour que la France soit à la hauteur de sa tradition historique d'accueil » ? Au regard de l'inhumanité constatée, il est urgent de ne plus laisser aux seuls technocrates du Ministère de l'intérieur la maîtrise des données sur ces situations mais de s'appuyer sur des travaux neutres universitaires si l'on veut que les « grandes valeurs » de notre pays ne soient pas bafouées.

C'est la position de la Défenseure des droits et du Président du Comité national d'éthique (cf. article de La Croix, ci-dessous), mais c'est aussi celle de nos réseaux associatifs locaux qui réclament un état des lieux du sans-abrisme en Touraine depuis des mois voire des années. Pour ce qui concerne précisément l'Indre et Loire, et dans ce contexte, nous comprenons les non-

dités des responsables administratifs mais aussi et surtout leur réticence à mesurer la situation réelle du besoin d'hébergement d'urgence en particulier pour les étrangers qui se trouvent dans le département. Selon nos informations 1.500 places seulement seraient ouvertes en Touraine pour les sans-abris (dont les deux tiers pour des demandeurs d'asile) alors que le besoin estimé se situe bien au-delà de 2.000 (notons que Jean-Baptiste Carbuccia, Haut fonctionnaire, estimait, en novembre 2019, le nombre de sans-abris en France entre 300 et 400.000 et que statistiquement la Touraine représente 1 % des données nationales).

Nous sommes donc loin du compte pour arriver à zéro sans-abri et à l'accueil inconditionnel et continu des personnes à la rue comme le proclame le Président Macron et sa Ministre du Logement.

Les ministères conservant par ailleurs la totale maîtrise de l'octroi des crédits nécessaires, il est difficile de faire face à des besoins que l'on n'a pas voulu ou pu identifier (Tours reçoit depuis la période Covid de l'ordre de 15 millions d'euros alors que le besoin est au-delà de 20 millions ; voire 30 à 40 pour éradiquer le sans-abrisme). Il est ainsi plus que jamais urgent de revenir, ici et maintenant, aux valeurs historiques de notre pays, celles que nous voulons absolument voir perdurer.

Louis Barraud, Cercle de silence de Tours - juillet 2021

« Nos valeurs sont bafouées »

Dans un appel commun, la défenseure des droits et le président du CCNE s'inquiètent d'une dégradation des conditions d'accueil des migrants et jugent que les « grandes valeurs » de la France sont bafouées quotidiennement.

Il y a autour de la table les défenseurs de l'éthique et du droit, réunis pour lancer un cri d'alarme conjoint inédit depuis les locaux de la défenseure des droits. Claire Hédon, masque noir, qui pilote cette autorité administrative indépendante et Jean-François Delfraissy, masque blanc, président du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) se sont rendus il y a dix jours à l'Île-Saint-Denis et Bobigny (Seine-Saint-Denis), pour visiter des camps et squats de migrants. Ces deux vigies de la démocratie tiennent désormais à témoigner du choc ressenti face à « l'inhumanité » constatée, selon les mots de Claire Hédon.

Sans hébergement

« Nous sommes en train de renoncer à nos valeurs fondamentales. C'est grave pour la société tout entière », martèle Claire Hédon. Jean-François Delfraissy dit en être sorti « bouleversé d'un point de vue humain » et avoir « mis plusieurs jours à (s')en remettre ». Dans les camps

de région parisienne, où ils ont rencontré des demandeurs d'asile et des dublinés (migrant qui, en vertu du règlement Dublin, doivent faire leur demande d'asile dans le premier pays européen où ils ont été contrôlés), ils décrivent la dégradation des conditions de vie, les trois douches pour 350 personnes, « l'éloignement des points d'alimentation, d'eau et des associations qui peuvent les aider dans les démarches », les expulsions sans solution d'hébergement... Mais aussi la « dignité » et le « courage » de ces personnes aux parcours de vie bouleversés. Les associations estiment que 500 migrants errent à proximité de Paris sans solution. « Et il y a encore entre 1 500 et 2 000 personnes dans le nord de la France », ajoute Yann Manzi, fondateur de l'association Utopia 56.

« Nos grandes valeurs sont bafouées tous les jours »

« Ces expulsions régulières que l'on voyait à Calais, nous

les constatons aussi ici. Tout cela est lié à une volonté d'invisibiliser les migrants », constate Claire Hédon. En novembre dernier, elle avait ouvert une enquête suite à l'évacuation violente d'un campement place de la République à Paris. « Notre Constitution impose de protéger la jouissance des droits les plus fondamentaux et la loi française consacre un droit inconditionnel à l'hébergement d'urgence », insiste l'ancienne journaliste, qui plaide pour une augmentation des capacités d'accueil. « Nos grandes valeurs sont bafouées tous les jours », tranche Jean-François Delfraissy, dont le mandat a été renouvelé pour deux ans en avril. Il interprète ces conditions d'accueil dégradées comme un outil de dissuasion. « Comment notre grand pays s'est-il mis dans de telles conditions pour ne pas respecter à ce point-là la dignité de ces adultes et enfants ? », s'interroge le professeur d'immunologie.

Échéance électorale

Faut-il y voir un échec du quinquennat Macron, qui écrivait dans son programme que « la France (devait) être à la hauteur de sa tradition historique d'accueil » ? Pas de commentaire de celui qui est aussi président du Conseil scientifique, si ce n'est que la situation lui fait penser « à ce qu'(il) a vu à Calais il y a quelques années ». Face à ce constat alarmant, il faut « s'appuyer sur des

travaux neutres, universitaires, plaide-t-il, et pas seulement sur les données du ministère de l'intérieur ». Mais également convaincre chacun « que ces atteintes sont des atteintes à la dignité de tous », avertit Claire Hédon. « Nous ne sortons pas indemnes en laissant des personnes être traitées de cette façon, juge l'ex-présidente d'ATD Quart Monde. Si tout le monde en était convaincu, peut-être que le politique agirait différemment. »

L'exécutif met l'accent sur les reconduites aux frontières

En attendant, l'exécutif met l'accent sur les reconduites aux frontières. À l'approche de la présidentielle, Emmanuel Macron a réuni des ministres la semaine dernière pour demander une accélération des expulsions d'étrangers en situation irrégulière.

La sortie de la crise sanitaire sera particulièrement scrutée, alors que les migrants ont été éprouvés par l'épidémie et ses conséquences. « Ils ont été touchés comme les autres populations précaires, mais il y a eu peu de morbidité car c'est une population jeune, analyse Jean-François Delfraissy. En revanche leur situation a compliqué l'accès au système de soins, aux démarches administratives... » Venant aggraver un chemin déjà semé d'embûches.

Hippolyte Radisson, La Croix – 16 juin 2021

Migrants : plus qu'hier, moins que demain

Les migrations charrient leur lot de misère, de trafic, de fantasmes... Cette semaine, des militants étaient jugés pour avoir secouru des migrants. Prudence, messieurs les juges. Avec les crises politiques et écologiques qui s'annoncent les sédentaires d'aujourd'hui pourraient bien être les migrants de demain.

Dans le genre débats insolubles, on est gâtés, ces temps-ci. D'abord, un énième conflit entre Israéliens et Palestiniens, puis une nouvelle vague migratoire qui fait trembler dans les chaumières. Après Lesbos, Lampedusa, Chypre, Malte, voici désormais Ceuta, cette enclave espagnole au nord du Maroc. Impossible de ne pas éprouver de la compassion à la vue des images de ces jeunes qui se jettent à la mer ou de ce nourrisson repêché par un sauveteur de la Guardia civil. Et puis, une fois l'empathie passée, vient le temps du frisson égoïste : « Huit mille personnes entassées sur le confetti espagnol, mais c'est beaucoup trop ! » pense-t-on, un peu honteux si on a le cœur à gauche et totalement décomplexé si on le porte à droite. C'est que, question migration, l'émotion vient souvent saturer la raison. Jadis, il y avait un slogan publicitaire qui disait : « On a toujours besoin de petits pois chez soi ». Eh bien, les migrants sont devenus des petits pois modernes. Ils servent à tous. Grâce à eux, Angela Merkel s'est transformée en Mère Teresa teutonne. Grâce à eux, les extrêmes droites prospèrent et donnent le ton dans la quasi-totalité des débats politiques. Grâce à eux encore, Erdogan, mécontent de l'accord sur les flux migratoires conclu avec l'Union européenne, tient désormais sa monnaie d'échange : renégocier ou ouvrir les vannes. Et grâce à eux, enfin, le Maroc règle ses comptes, le royaume chérifien ne décolérant pas depuis l'hospitalisation en Espagne du chef des indépendantistes sahraouis du Front Polisario, l'ennemi juré du Maroc. Le moindre caprice d'un chef d'État qui détient la bombe migratoire se transforme donc en catastrophe humanitaire. Prêts à tout pour fuir un pays, les migrants sont parqués dans des camps d'ONG qui deviennent rapidement les pires taudis du XXe siècle. Une honte pour les pays occidentaux ? Certainement. Le déséquilibre des richesses au profit des pays du Nord impose un minimum de res-

ponsabilités. Accueillir en y mettant vraiment les moyens ne serait pas du luxe. Quant à l'appel d'air lié à un accueil digne, nombreux sont les spécialistes des flux migratoires qui contestent sa réalité. Aucun repas, et même aucune prestation sociale, ne constitue une bonne raison pour s'exiler au péril de sa vie. Mais, à force de reprendre en boucle la phrase (d'ailleurs tronquée) de Michel Rocard – « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde » -, on ne voit les migrants que comme de pauvres hères. Les associations humanitaires, aussi utiles soient-elles, renvoient souvent cette image misérabiliste qui justifie leur existence et leurs appels aux dons. C'est oublier que parmi les exilés il n'y a pas seulement des affamés, mais, selon les pays et les époques, des profs, des médecins, des ingénieurs, des artisans... qui devront le plus souvent accepter un déclassement social violent pour s'adapter au pays d'accueil, quand il existe. Il y a des courageux, des débrouillards et puis aussi des sales types, des voyous, des fous de Dieu qui voudront porter sa parole et/ou sa violence sur la terre d'accueil. Comment n'y en aurait-il pas ? Ces qualités et ces défauts-là sont inhérents à l'espèce humaine, tout comme les migrations. Car on peut aussi considérer la sédentarité comme un (long) moment de l'histoire de l'humanité. L'édification du mur de Trump à la frontière du Mexique comme une maladie mentale et la surpopulation mondiale comme le vrai danger planétaire. D'ailleurs, la crise écologique qui s'annonce promet déjà son lot de belles images de flux migratoires. Comme un avant-goût de notre avenir nomade. Quelques jours après l'épisode de Ceuta, le plus grand iceberg existant se détachait de l'Antarctique. Hé, les manchots, exercez-vous à battre des ailes : ça peut servir pour devenir des oiseaux migrateurs.

Natacha Devanda, Charlie hebdo – 26 mai 2021

Europe terre d'asile ?

La Convention européenne des droits de l'homme est la première convention du Conseil de l'Europe et la pierre angulaire de toutes ses activités. Elle a été adoptée en 1950 et est entrée en vigueur en 1953. Sa ratification est une condition indispensable pour adhérer à l'Organisation. Et pourtant... De plus en plus de pays rejettent les migrants et l'Union Européenne ne réagit pas...

En Grande-Bretagne

La ministre britannique de l'Intérieur Priti Patel a présenté, mercredi 24 mars, à la Chambre des communes une réforme du système d'asile, selon laquelle, les migrants entrés illégalement en Angleterre et dont la demande d'asile aboutit recevront un nouveau statut de protection, temporaire, et non plus un droit automatique à l'installation. Ils verront ce statut régulièrement réévalué pour être potentiellement expulsés du Royaume-Uni. Par ailleurs, leurs droits en matière de regroupement familial et leur accès aux prestations sociales seront limités. Quant aux personnes dont la demande d'asile est examinée et refusée, elles seront expulsées "rapidement" du Royaume-Uni.

(extrait d'un article d'Info migrants - 24 mars 2021)

En Grèce

La Grèce a récemment acquis un arsenal ultra-technologique pour empêcher les migrants d'entrer illégalement sur son sol depuis la Turquie voisine le long du fleuve Evros, sa frontière naturelle. Sur cette frontière longue de quelque 200 km, les policiers grecs déploient désormais des drones, des caméras, des capteurs thermiques et des canons sonores. (...) La police grecque a acheté ce matériel ultra-moderne après l'afflux de migrants survenu en février 2020 lorsque le président turc Recep Tayyip Erdogan avait annoncé qu'il laisserait passer les migrants désireux de se rendre dans l'Union européenne.

(extrait d'un article d'Info migrants - 10 juin 2021)

Au Danemark

Les députés danois ont donné leur feu vert pour soustraire l'accueil des demandeurs d'asile à d'autres pays. Les personnes en exil pourront être envoyées dans un centre d'accueil situé en dehors de l'Union européenne, le temps de l'étude du dossier. Même si le demandeur obtient le droit d'asile, il sera obligé de rester dans ce pays, et ne pourra retourner au Danemark. Pour l'heure, aucun pays n'a accepté de passer un accord avec le Danemark. Des discussions seraient en cours avec l'Égypte, l'Éthiopie et le Rwanda. Pour le gouvernement, le message est en tout cas clair : il faut dissuader les migrants de venir.

(extrait d'un article de France info - 3 juin 2021)

En Espagne

Samedi 22 mai, le corps d'un jeune homme a été retrouvé sans vie dans la Bidassoa à Irun. Le même jour, le fleuve frontalier au Pays Basque a été également le théâtre d'un sauvetage in extremis. Celui d'un jeune migrant de 16 ans voulant rejoindre la France. Des témoins ont réussi à le sortir de l'eau alors qu'il était en grande difficulté. Les riverains, très choqués par la situation, demandent aux pouvoirs publics d'arrêter les contrôles aux frontières liés à la crise sanitaire.

(extrait d'un article de France Bleue - 25 mai 2021)

En Allemagne

L'Allemagne n'est plus la première destination européenne des demandeurs d'asile. Le pays enregistre une baisse continue des demandes d'asile, qui s'est accentuée en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 et du durcissement de la politique migratoire allemande. Le nombre de migrants ayant déposé un dossier de demande d'asile en Allemagne a chuté de plus de 30% en 2020 par rapport à 2019, d'après les chiffres du ministère allemand de l'Intérieur. (...) La chute des voyages internationaux et la fermeture de frontières, notamment au printemps à cause de la propagation du coronavirus, expliquent en partie la baisse des demandes d'asile en 2020, a indiqué le ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer. Mais la politique migratoire allemande, qui s'est durcie depuis quatre ans, y serait aussi pour quelque chose, s'est satisfait le ministre conservateur, favorable à un plus strict contrôle des frontières.

(extrait d'un article d'Info migrants - 11 janvier 2021)

En France

Emmanuel Macron a réuni mercredi 9 juin plusieurs ministres pour réclamer une meilleure efficacité des expulsions d'étrangers en situation irrégulière, encore mal appliquées selon lui, alors que l'exécutif s'attend à un afflux d'arrivées post-Covid. (...) « Les étrangers de mandent systématiquement l'asile en sachant que l'examen de leur dossier dure plusieurs mois et qu'ils sont pris en charge de manière très avantageuse », a commenté un conseiller. « Or, le taux d'acceptabilité de l'immigration dans notre pays est de plus en plus bas ».

(extrait d'un article de l'Obs - 10 juin 2021)

source : Claire Millot, newsletter de l'association Salam - juin 2021

Le nombre des déplacés et des réfugiés dans le monde a doublé en 10 ans

Malgré la pandémie de Covid-19 qui a entravé les mouvements de population dans le monde, le nombre de personnes ayant dû quitter leur foyer pour fuir les guerres, les violences, la persécution et les violations des droits humains a continué d'augmenter en 2020 et atteint un nouveau record.

Selon le tout dernier rapport annuel Tendances mondiales du HCR publié aujourd'hui à Genève, le nombre des déplacements forcés a doublé en dix ans. « Derrière chaque chiffre se trouvent une personne forcée de fuir son foyer et un récit de déplacement, de dépossession et de souffrance », a déclaré le Haut-Commissaire de l'ONU

pour les réfugiés, Filippo Grandi. Plus largement, 2020 représente la neuvième année de hausse continue des déplacements forcés dans le monde. Aujourd'hui, 1% de l'humanité est déplacé et il existe deux fois plus de personnes déracinées qu'en 2011 quand le nombre total atteignait à peine 40 millions.

Autre enseignement de ce rapport, deux tiers des personnes déplacées dans le monde en 2020, – comprenant les réfugiés, les demandeurs d'asile et les « *déracinés internes* – sont originaires de cinq pays : la Syrie, le Venezuela, l'Afghanistan, le Soudan du Sud et le Myanmar. »

Du côté de l'accueil, presque neuf réfugiés sur 10 (soit 86%) – sont accueillis dans les pays voisins des zones de crise et les pays à revenu faible et intermédiaire. Les pays les moins développés ont accordé l'asile à 27% du total.

En 2020, les enfants âgés de moins de 18 ans ont représenté 42% des personnes déplacées de force. Selon

les dernières estimations du HCR, près d'un million d'enfants sont nés en tant que réfugiés entre 2018 et 2020.

Face à ce nouveau record dans les mouvements de population, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés exhorte les dirigeants mondiaux à redoubler d'efforts pour promouvoir la paix, la stabilité et la coopération afin de stopper et d'amorcer l'inversion de la tendance à la forte hausse des déplacements provoqués par les violences et la persécution depuis près de dix ans.

« *Les solutions nécessitent que les dirigeants à travers le monde entier et les personnes d'influence laissent de côté leurs différences, mettent fin à une approche égoïste de la politique et se concentrent plutôt sur la prévention et le règlement des conflits, ainsi que le respect des droits humains* », a conclu Filippo Grandi, insistant sur la nécessité « *d'une volonté politique bien plus forte pour régler les conflits et éviter les persécutions qui, en premier lieu, forcent les personnes à fuir leur foyer* ».

source : site de l'ONU, 18 juin 2021

« **Vivre ensemble comme des frères** »

La migration n'est pas, pour ceux qui l'entreprennent, une croisière en quête d'exotisme, ni même le leurre d'une vie de luxe dans nos banlieues de Paris ou de Californie. C'est une fuite de gens apeurés, harassés, en danger de mort dans leur propre pays.

Pouvons-nous les ignorer, détourner notre regard ? Accepter qu'ils soient refoulés comme indésirables, comme si le malheur était un crime et la pauvreté une maladie ?

On entend souvent dire que ces situations sont inextricables, inévitables, que nous, les nantis, ne pouvons pas accueillir toute la misère du monde. Qu'il faut bien des frontières pour nous protéger, que nous sommes sous la menace d'une invasion, comme s'il s'agissait de hordes barbares montant à l'assaut de nos quartiers, de nos coffres-forts, de nos vierges.

Quand bien même nous ne garderions que l'argument sécuritaire, n'est-il pas évident que nos murs, nos barbelés, nos miradors sont des protections illusives ?

Si nous ne pouvons accueillir celles et ceux qui en ont besoin, si nous ne pouvons accéder à leur demande par charité ou par humanisme, ne pouvons-nous au moins le faire par raison, comme le dit la grande Aïcha Ech Chenna qui vient en aide aux enfants abandonnés du Maroc : *"Donnez, car si vous ne le faites pas, un jour ces enfants viendront vous demander des comptes"*.

L'histoire récente du monde nous met devant deux principes contradictoires mais non pas irréconciliables.

D'une part, l'espoir que nous avons de créer un jour un lieu commun à toute l'humanité. Un lieu où régnerait une constitution universelle et souvenons-nous que la première constitution affirmant l'égalité de tous les humains, fut écrite non pas en Grèce, ni dans la France des Lumières, mais en Afrique dans le Royaume du Mali d'avant la conquête.

Et d'autre part, la consolidation des barrières préventives contre guerres, épidémies et révolutions.

Entre ces deux extrêmes, la condition de migrants nous rappelle à une modestie plus réaliste. Elle nous remet en mémoire l'histoire déjà ancienne des conflits inégaux entre pays riche et pays sous équipé.

Nous nous sommes habitués progressivement, depuis les guerres d'indépendances, à ce que des centaines de milliers d'êtres humains, en Afrique, au Proche Orient, en Amérique latine, naissent, vivent et meurent dans des villes de toiles et de tôles, en marge des pays prospères. Aujourd'hui avec l'aggravation de ces conflits, et la sous-alimentation dans les pays déshérités, on découvre que ces gens ne peuvent plus être confinés. Qu'ils traversent forêts, déserts et mers pour tenter d'échapper à leur fatalité.

Ils frappent à notre porte, ils demandent à être reçus. Comment pouvons-nous les renvoyer à la mort ?

Dans son beau livre, le docteur Pietro Bartolo cite cette phrase de Martin Luther King, qui n'a jamais sonné aussi vraie : *"Nous avons appris à voler comme des oiseaux et à nager comme des poissons, mais nous n'avons pas appris l'art tout simple de vivre ensemble comme des frères"*.

Jean-Marie Gustave Le Clézio, prix Nobel de littérature – octobre 2017

contact : cercledele silence-tours@orange.fr

Le cercle de silence de Tours se réunit chaque mois à l'appel de Chrétiens-Migrants, LDH 37, RESF 37, Emmaüs 100 pour 1, Pastorale des Migrants, CCFD-Terre Solidaire, Rencontre Entraide Protestante, ACAT, CIMADE, EELV Touraine, NPA, ATTAC, Amnesty International 37, Collectif Palestine 37, des individus en lutte... et en mémoire du Père Léon Gahier

Prochain Cercle de silence : mardi 31 août 2021